



HAL
open science

Les Albigeois & la sectorisation scolaire à l'école primaire

Ygal Fijalkow, Christophe Jalaudin, Lydie Launay

► **To cite this version:**

Ygal Fijalkow, Christophe Jalaudin, Lydie Launay. Les Albigeois & la sectorisation scolaire à l'école primaire. 2018, pp.13. hal-02890053

HAL Id: hal-02890053

<https://hal.science/hal-02890053>

Submitted on 6 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Institut National
Universitaire
Champollion

Les Albigeois & la sectorisation scolaire à l'école primaire

YGAL FIJALKOW
CHRISTOPHE JALAUDIN
LYDIE LAUNAY





Présentation de l'enquête

Tous les enfants en âge d'être scolarisés sont invités à se rendre dans un établissement public en fonction du secteur où ils résident. Cet accès universel à l'école publique, appelé communément « carte scolaire » détermine les zones géographiques de recrutement de chaque établissement public en fonction du lieu de résidence des familles. En arrimant ainsi la composition sociale du public de l'école à celle du quartier de résidence, le dispositif de carte scolaire produit des effets qui dépassent largement sa fonction première, celle de gérer les flux et l'affectation des élèves. Il tend à transférer dans les écoles les différenciations et les hiérarchisations sociales inscrites dans l'espace urbain et peut ce faisant renforcer la ségrégation sociale déjà à l'œuvre. Face à ce constat, et dans une perspective de promotion de la mixité sociale, les pouvoirs publics s'interrogent de plus en plus sur la pertinence du dispositif et son assouplissement possible.

La carte scolaire n'est pas toujours bien acceptée par les parents d'élèves, qui se montrent très attentifs à l'environnement éducatif dans lequel grandit leur enfant. Dans un contexte économique difficile, ils expriment plus clairement encore la volonté de pouvoir choisir l'école de leur enfant afin de favoriser son bien-être, mais aussi sa réussite scolaire. Lorsque l'école de secteur ne paraît pas proposer une offre éducative, une fréquentation sociale et un cadre de travail jugés satisfaisants, les parents peuvent mobiliser diverses stratégies pour l'éviter. Certains recourent aux écoles privées : si ce choix peut être motivé par des considérations religieuses ou une tradition familiale, il peut aussi être lié à une stratégie éducative visant à contourner la carte scolaire, pour assurer une formation haut de gamme dans des établissements d'excellence, ou au contraire pour donner

une seconde chance à des élèves en grande difficulté. A l'inverse, certaines familles s'investissent fortement dans la vie de l'établissement du quartier pour mieux maîtriser l'univers scolaire de leur enfant sans être contraintes de l'« éviter ».

Si ces choix familiaux en matière de scolarisation doivent être considérés pour les inquiétudes qu'ils révèlent et les effets ségrégatifs qu'ils produisent, toutes les familles ne développent pas de telles stratégies. Construire ces choix nécessite de mobiliser des ressources (sociales, économiques) qui sont inégalement réparties entre les familles. Certaines familles d'ailleurs ne formulent pas l'idée d'un choix, l'inscription dans un l'établissement du secteur allant de soi. Cette dépendance à l'établissement du secteur peut tout aussi bien révéler une forme de captivité, voire un attachement de principe ou encore une certaine confiance envers l'institution scolaire. En définitive, les manières dont les familles s'approprient la carte scolaire sont très diverses et restent fortement dépendantes des contextes urbains et scolaires dans lesquels elles s'inscrivent.

De récentes études sociologiques mettent bien l'accent sur cette diversité des rapports des familles à la carte scolaire. Néanmoins, elles se centrent essentiellement sur le second degré, laissant ainsi dans l'ombre les vécus scolaires en école primaire qui contribuent pourtant à orienter le choix du collège. Elles présentent en outre l'inconvénient de porter principalement sur les métropoles, en particulier sur la région parisienne, où l'offre scolaire se démarque par sa grande diversifica-

tion et son accessibilité. Or, ce qui se produit dans les métropoles n'est ni analogue ni tout à fait comparable aux conduites que déclarent adopter les Albigeois.

Le travail de recherche présenté ici a été guidé par les questions suivantes :

- > Quel regard les familles portent-elles sur les écoles publiques albigeoises ainsi que sur la scolarisation de leur enfant ?
- > Sont-elles enclines à distinguer les écoles entre elles ou à évaluer l'offre scolaire à l'échelle de la ville ?
- > Comment et sur quels critères apprécient-elles l'école élémentaire fréquentée par leur enfant ?

À travers ces questions, il s'agissait de saisir les manières dont les familles s'approprient la carte scolaire, investissent les établissements primaires et la scolarité de leur enfant.

Les investigations effectuées mettent en lumière une acceptation globalement partagée de la carte scolaire par les familles albigeoises, laquelle tient essentiellement à deux facteurs : une composition sociale relativement équilibrée du public scolaire (malgré une polarisation modérée concernant les établissements les plus populaires) ; et l'absence d'une hiérarchie marquée entre les écoles. Les familles expriment une certaine satisfaction à l'égard de l'offre proposée, tout en faisant preuve d'une certaine attention et même de vigilance, notamment lorsque la question du choix du collège vient à se poser.

**UNE COMPOSITION SOCIALE
RELATIVEMENT ÉQUILIBRÉE**
/6

**UNE HIÉRARCHIE SCOLAIRE PEU MARQUÉE,
DES PARENTS GLOBALEMENT SÉRÉINS**
/8

**UNE ABSENCE DE TRANSFERT,
UNE CARTE SCOLAIRE BIEN ACCEPTÉE**
/13

**LA PÉDAGOGIE ET LES LOCAUX
AU CENTRE DES ATTENTIONS**
/15

**L'ENTRÉE AU COLLÈGE :
QUAND LE PROJET SCOLAIRE S'AFFIRME**
/19

CONCLUSION
/22

Méthodologie

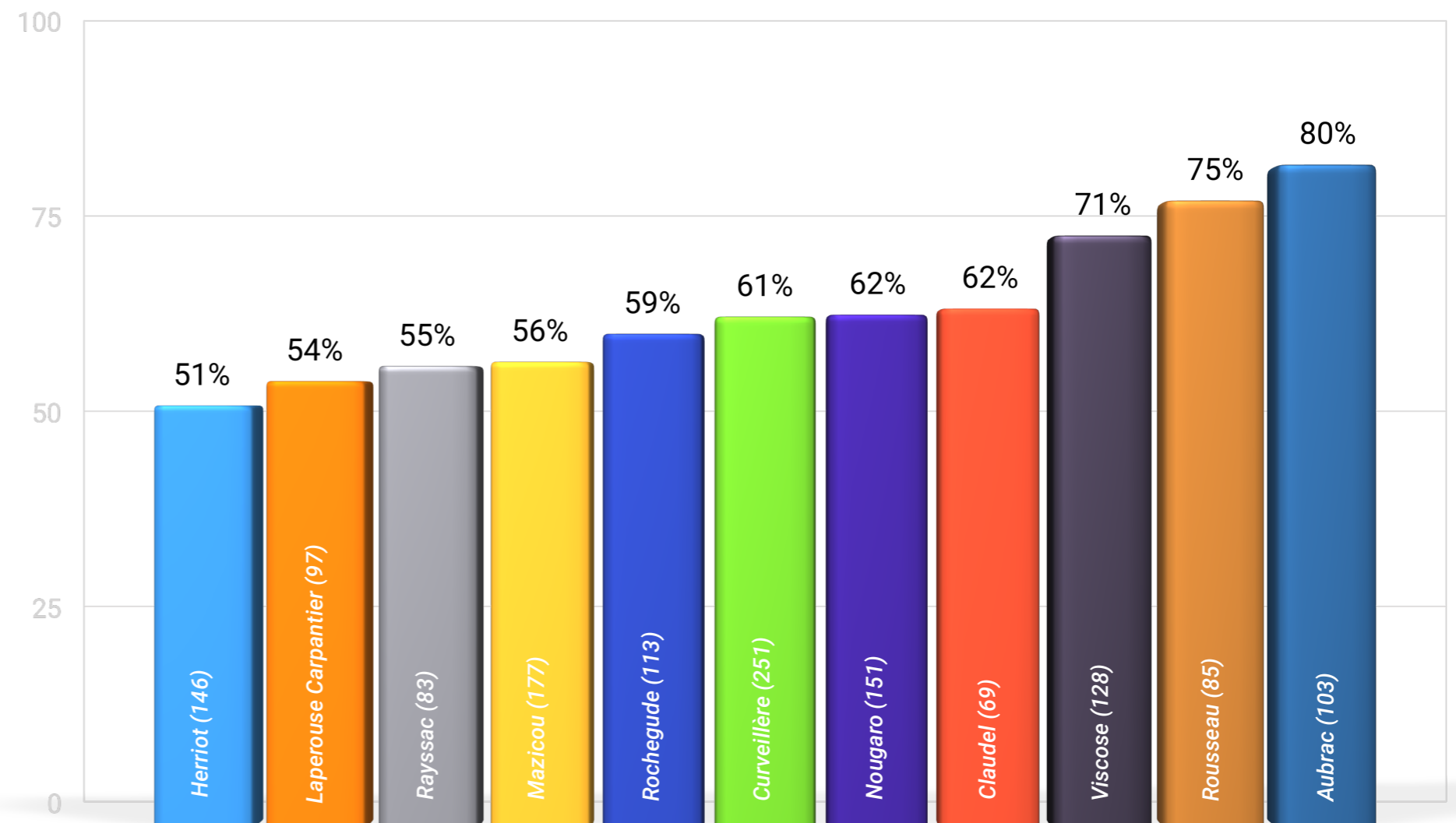
Le travail de recherche a consisté en une enquête par questionnaire, conduite de février à mai 2017 par les étudiants de Licence 3 de sociologie, auprès de 906 familles d'élèves inscrits en école primaire publique à Albi (soit 65% des familles ayant au moins un enfant scolarisé dans un établissement public albigeois).

À partir d'une enquête statistique menée par téléphone, les familles ont été invitées à indiquer pour chacun des enfants présents dans le foyer : 1) les écoles fréquentées successivement et 2) les motifs des éventuels changements d'école au cours du cursus en primaire, afin de permettre la reconstitution des parcours scolaires pour tous les enfants du foyer. Elles ont ensuite été interrogées spécifiquement sur le parcours du dernier enfant qui fréquente, au moment de l'enquête, une école élémentaire à Albi. Ce choix méthodologique s'explique par la volonté d'ancrer l'enquête dans le moment présent (ce qui limite les risques d'altération des souvenirs) et dans un contexte général (celui de l'offre scolaire albigeoise telle qu'elle se présente en 2017), contexte commun à toutes les familles enquêtées.

Le questionnaire abordait différents thèmes : les locaux et l'aménagement de l'école fréquentée, les activités scolaires et périscolaires, la participation des familles à ces activités, le regard et les relations avec les autres élèves de l'école et le quartier.

L'enquête a permis de recueillir des données auprès d'une partie conséquente des familles albigeoises, comme le montre la répartition des répondants par établissement (voir graphique 1).

Notons enfin que l'enquête a été effectuée sur l'ensemble des établissements scolaires primaires publics d'Albi, à l'exception de l'école de Cantepau. Ce parti pris tient au fait que ce quartier faisait déjà l'objet de plusieurs enquêtes au cours de l'année 2017, dans le cadre du Contrat de ville de l'Albigeois. L'école de ce quartier a donc été écartée du travail d'enquête afin de ne pas sur-solliciter les familles. Néanmoins, notre échantillon comprend quelques familles résidant à Cantepau et dont l'enfant se trouve scolarisé dans une autre école primaire publique d'Albi. Il comprend également des écoles situées dans deux autres quartiers intégrés dans le Contrat de ville : Lapanouse-Saint-Martin et Veyrières-Rayssac.

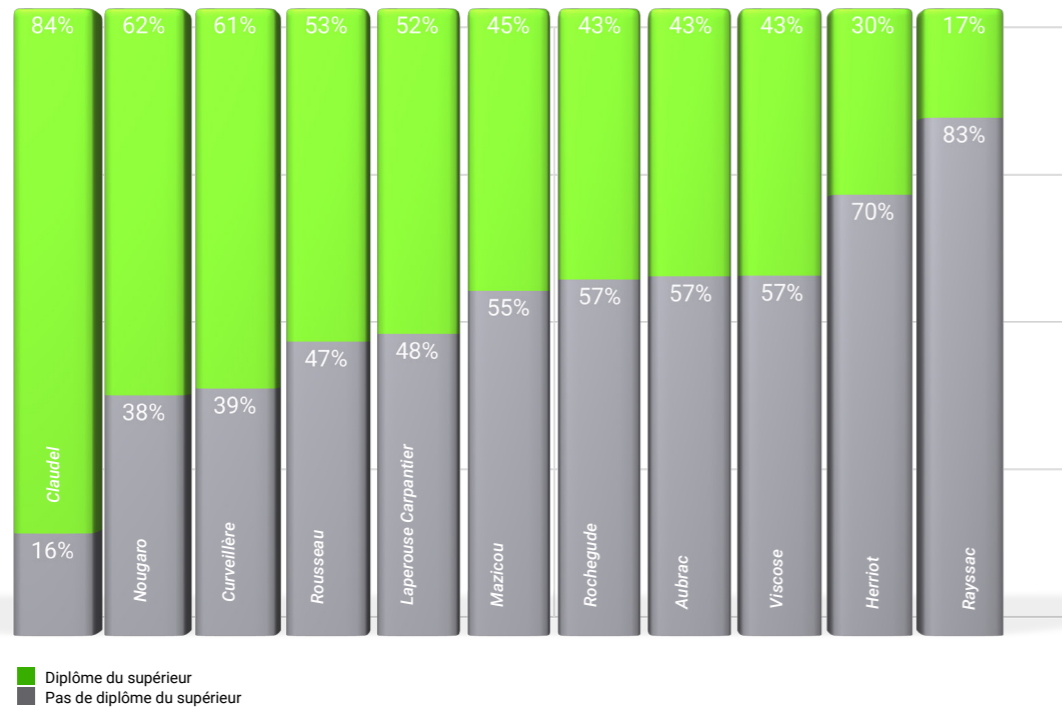


Graphique 1. Part des répondants rapportée au nombre d'élèves par établissement

Enquête par questionnaire réalisée de février à mai 2017 auprès de 906 familles d'élèves inscrits en école primaire publique à Albi

1. Une composition sociale relativement équilibrée

L'analyse statistique du recrutement social dessine un paysage scolaire albigeois relativement homogène. Ce premier résultat contraste avec ce que décrivent les travaux de recherche portant sur des villes de plus grande taille : les différences sociales entre quartiers y apparaissent plus marquées, et des enfants appartenant à des milieux sociaux proches ont davantage tendance à fréquenter les mêmes établissements. Or l'une des caractéristiques des écoles d'Albi consiste à présenter une spécialisation sociale globalement moins affirmée que dans d'autres villes. Et à cet égard, l'influence des titres scolaires détenus par les parents sur cette distribution spatiale, s'avère particulièrement éclairante.



Graphique 2. Pourcentage du niveau d'étude des familles par établissement

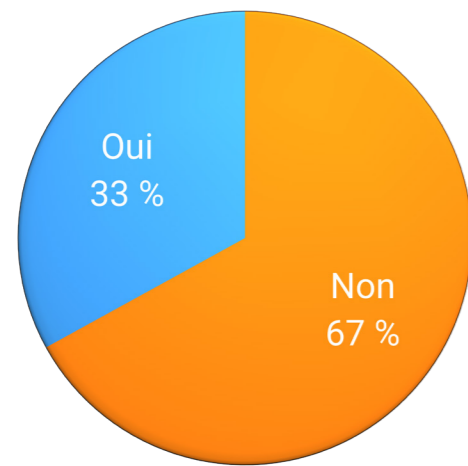
Dans plus de la moitié des écoles, le niveau de possession d'un diplôme du supérieur oscille entre 42% et 62%. Des écarts existent cependant entre établissements. Par exemple, 51,9% des parents de l'école Lapérouse-Carpantier sont titulaires d'un diplôme du supérieur, alors qu'on n'en dénombre que 17,4% à l'école Rayssac. Et ce taux s'élève jusqu'à 83,7% à l'école Camille Claudel, localisée dans un des quartiers privilégiés d'Albi et qui jouit d'une zone de recrutement relativement restreinte, comparativement aux autres secteurs.

Il faudrait, en outre, pouvoir mieux caractériser le profil social des parents qui scolarisent leurs enfants dans des établissements privés, afin de conférer à cette analyse un caractère plus exhaustif. A ce stade de nos investigations, rien ne permet d'écarter l'hypothèse qu'il n'existe pas d'établissements privés réservés à certaines catégories de la population. Si ces éléments font encore défaut, nous pouvons tout de même indiquer que, dans l'ensemble, les établissements publics albigeois présentent une mixité sociale plus affirmée que ce que l'on observe dans les villes métropolitaines. Ce constat vaut pour la plupart des écoles même si celles implantées dans les quartiers les plus fragiles concentrent davantage d'élèves de milieux modestes et populaires. Ainsi, l'école de Rayssac accueille significativement plus de parents d'élèves occupant un poste d'ouvrier ou d'employé du secteur privé et davantage de mères au foyer. A l'opposé, les écoles Camille Claudel et Curveillère se distinguent par la forte concentration de parents d'élèves appartenant aux professions libérales ou occupant un poste de cadre du secteur privé. Toutefois, à l'exception de ces établissements où semble se dessiner une polarisation sociale modérée de l'offre scolaire locale, les statistiques plaident plutôt pour une structure socio-économique relativement équilibrée du paysage scolaire albigeois.

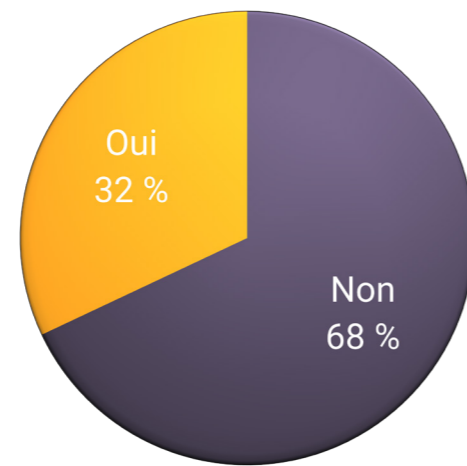
Les statistiques plaident plutôt pour une structure socio-économique relativement équilibrée du paysage scolaire albigeois

2. Une hiérarchie scolaire peu marquée, des parents globalement sereins

L'offre scolaire telle qu'elle est perçue par les familles ne semble pas distinguer certaines écoles plus que d'autres. A leurs yeux, il n'y a pas d'établissements particulièrement mieux dotés. Alors que l'accès à l'école du secteur est souvent identifié à un élément décisif du choix du lieu de résidence, cela n'apparaît pas clairement dans l'enquête : les parents interrogés ne sont que 33% à s'être posés la question de l'école en s'installant dans le quartier.



Graphique 3. Part des familles ayant pensé à la question de l'école avant de s'installer dans le quartier



Graphique 4. Part des familles ayant prêté attention à la réputation de l'école

Les raisons principalement évoquées pour justifier cette attention accordée à la question de l'école relèvent prioritairement de considérations pratiques liées à l'organisation quotidienne de la vie familiale. Parmi les parents qui se sont posés la question de l'école en s'installant dans le quartier, 52% ont ainsi indiqué avoir été attentifs à la distance domicile / école / travail. Les raisons invoquées sont également liées à des considérations éducatives. Près de 32% des parents ont déclaré avoir été sensibles à la réputation de l'école du secteur avant de s'installer dans le quartier de résidence. Ce dernier résultat montre que la question de l'école représente un enjeu important, une préoccupation pour une partie des familles albigeoises qui font preuve d'une certaine vigilance à l'égard de la sectorisation. Toutefois, aucun profil-type ne permet de

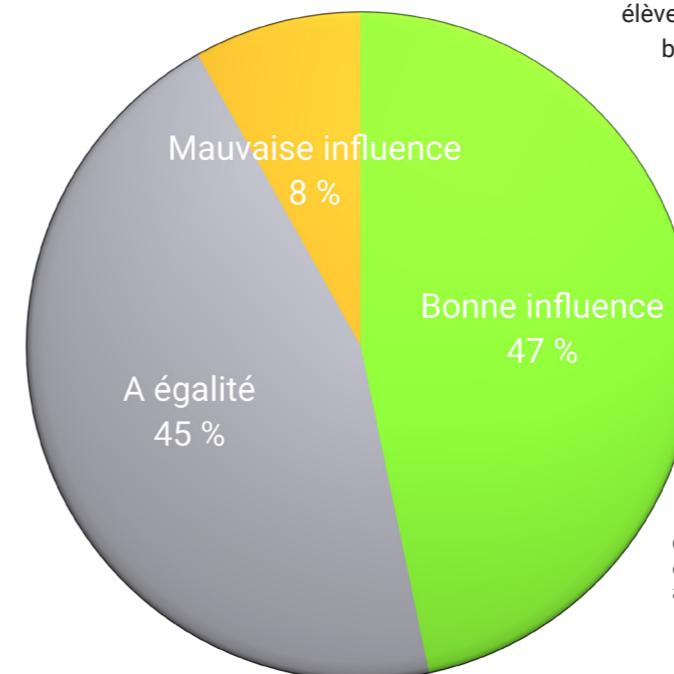
distinguer ces familles des autres : cette préoccupation n'est pas plus présente dans certains quartiers ou davantage partagée par certaines catégories sociales. Les catégories moyennes et supérieures, qui ont généralement tendance à distinguer très nettement espace résidentiel et espace scolaire ne semblent pas particulièrement soucieuses de la réputation de l'école du secteur.

Le classement des établissements en fonction de la « valeur » de l'offre éducative n'apparaît pas non plus clairement. Les activités (options, langues, classes spécifiques comme les classes bilingues ou à plusieurs niveaux, etc.), développées dans les écoles, sont importantes pour les parents mais elles ne sont pas de nature à leur faire préférer un établissement à un autre. Il en est de même pour l'environnement matériel (état général des locaux, sécurité, cours de récréation) qui, bien que considéré comme un élément important dans l'univers scolaire de leur enfant, ne fait pas l'objet d'une hiérarchisation nette entre les établissements. Si plus de la moitié des familles déclarent être particulièrement attentives à la qualité éducative attribuée aux professeurs, là aussi aucune différence marquée ne s'observe entre les écoles élémentaires albigeoises. Globalement, les familles semblent trouver dans l'école que fréquente leur enfant les éléments qu'elles recherchent, ce qui contribue au final à limiter les phénomènes de différenciation et de hiérarchisation scolaires.

L'hypothèse selon laquelle l'appréhension de la qualité de l'école se définit en grande partie par les propriétés socioculturelles des publics qui la fréquentent se voit elle aussi invalidée : seulement 14,5% des familles interrogées considèrent les élèves qui fréquentent l'école du secteur comme un élément important. Il faut sans doute y voir un effet de la diversité sociale présente au sein des écoles, laquelle paraît plutôt bien acceptée. Pour une proportion relativement importante d'enquêtés (40,3%), les écoles albigeoises accueillent des élèves de différents milieux sociaux. Du point de vue de la diversité culturelle, 54,2% des répondants estiment à égalité la présence d'enfants supposés de nationalité française et d'enfants de nationalités ou d'origines étrangères. Concernant les effets potentiels de ces fréquentations, les familles se montrent plutôt sereines :

quasiment la moitié des parents interrogés (47,3%) estiment que les élèves qui fréquentent la même école que leur enfant ont une bonne influence sur ce dernier, contre 8% qui invoquent une mauvaise influence.

Le classement des établissements en fonction de la « valeur » de l'offre éducative n'apparaît pas non plus clairement



Graphique 5. Qualification par les familles de l'influence des autres enfants sur leur propre enfant, au sein de l'école fréquentée

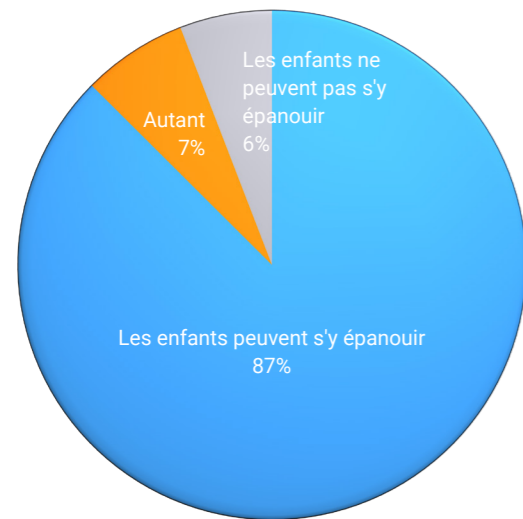
Il n'y a guère que les établissements scolaires des quartiers populaires qui peuvent être l'objet d'un effet répulsif. Les parents qui estiment que leur enfant subit de mauvaises influences à l'école se trouvent surreprésentés parmi ceux dont l'enfant est scolarisé à l'école Rayssac (35% des parents, contre 8% dans l'ensemble de la population) et dans une moindre mesure, à l'école Edouard Herriot (15,6% des parents). Les établissements publics jugés les moins bien réputés selon le quartier de résidence des familles sont ceux où les enfants issus des milieux modestes et populaires sont les plus présents, Rayssac en premier lieu. A l'inverse, les habitants des quartiers plus privilégiés d'Albi, avec en tête la pointe de Marre et le Lude Bellevue, estiment en grande majorité que l'école élémentaire de leur secteur jouit d'une bonne réputation. Ces résultats ne font qu'illustrer l'effet relatif de la polarisation sociale observé plus haut et confirment surtout une perception assez consensuelle d'une relative homogénéité de l'offre éducative albigeoise. Autrement dit, à quelques exceptions près (une minorité des familles se focalise sur cette question), les parents associent peu les écoles

L'identité des établissements publics s'avère relativement neutre et les parents ne semblent inquiétés ni de la « performance » ni du « cadre » dans lequel évoluent leurs enfants

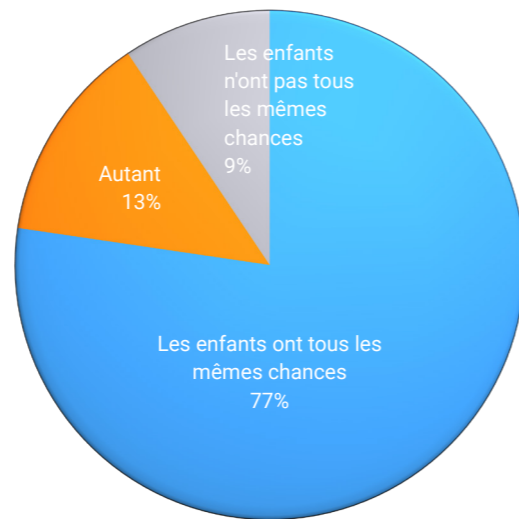
à proprement parler à la diversité sociale, présente au sein de celles-ci.

Au fond, l'identité des établissements publics s'avère relativement neutre et les parents ne semblent inquiétés ni de la « performance » ni du « cadre » dans lequel évoluent leurs enfants. Il faut dire qu'ils sont moins résignés que satisfaits et confiants vis-à-vis de ce qui est proposé. La grande majorité des familles (87,6%) considère l'établissement d'accueil comme un lieu où les enfants peuvent s'épanouir. Pour la grande majorité des familles, l'école du secteur est perçue comme accueillante (84,3% des répondants), où tous les enfants ont les mêmes chances (77,8%), qui prend en compte de la même façon toutes les cultures (88,8%) et qui ouvre à d'autres activités culturelles (81,7%). De plus, l'école du secteur est globalement considérée comme un lieu d'épanouissement et un lieu favorable à l'apprentissage scolaire (85,7%). Quant à l'existence de problèmes de violence, elle est évoquée par 20,3% des familles mais ne semble se concentrer que sur quelques établissements, Rayssac au premier chef.

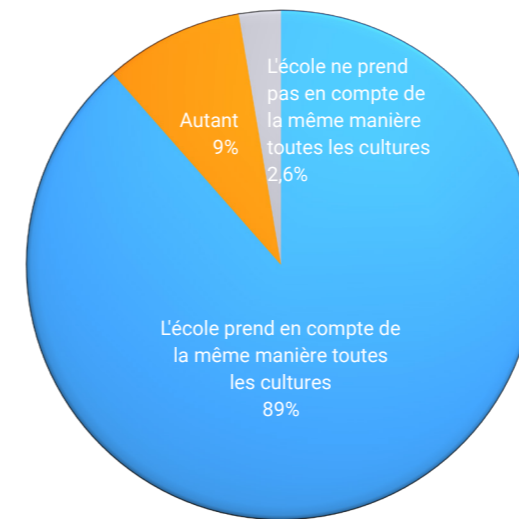
De nombreuses familles se déclarent relativement impliquées dans la vie scolaire de leur enfant, elles affirment participer aux réunions de parents d'élèves (48,9% des répondants) et même aux fêtes de l'école pour plus de la moitié d'entre elles (59,4%). Cependant, dès lors que cette implication requiert un engagement plus conséquent, pour organiser les fêtes de l'école ou accompagner les enfants aux sorties et activités scolaires par exemple, une différenciation sociale plus nette s'observe à la faveur des familles de milieux sociaux plus favorisés. Les parents titulaires d'un diplôme égal ou supérieur à trois années après le baccalauréat sont surreprésentés parmi les familles qui indiquent participer à l'organisation des fêtes de l'école et jouer le rôle d'accompagnateur. Cette plus grande implication des familles de milieux favorisés dans l'engagement bénévole n'est pas spécifique au contexte albigeois. Néanmoins, cette attitude incite à penser que l'immense majorité des parents s'en remet volontiers à l'institution scolaire.



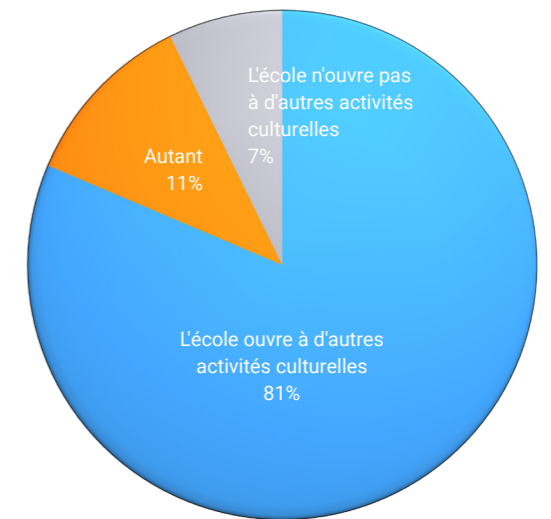
Graphique 6. L'école comme lieu d'épanouissement des enfants



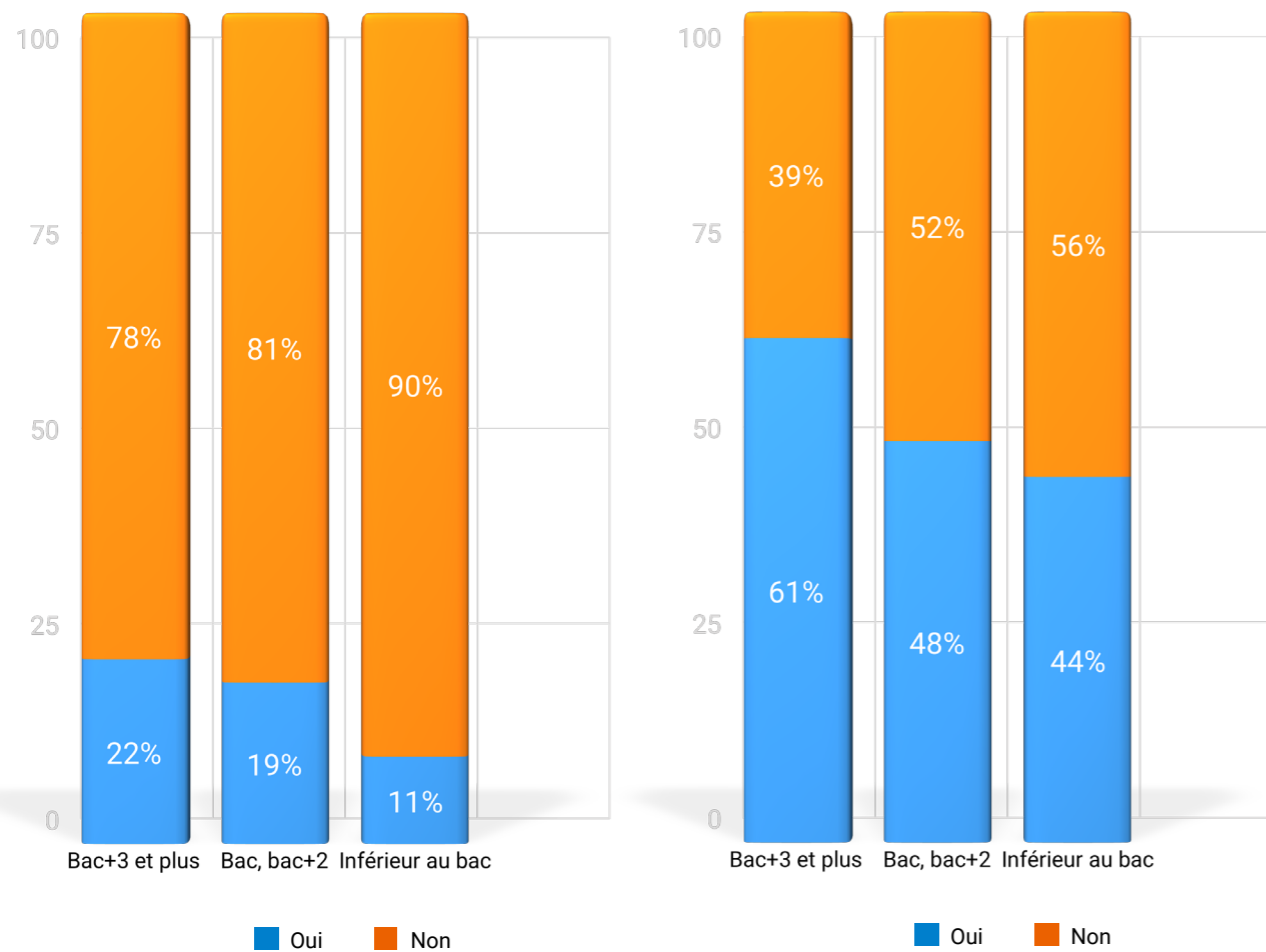
Graphique 7. L'école comme lieu d'égalité des chances



Graphique 8. L'école comme lieu d'égalité pour toutes les cultures



Graphique 9. L'école comme lieu d'ouverture à d'autres activités culturelles



Graphique 10. Pourcentage des familles impliquées dans l'organisation des fêtes de l'école selon le niveau de diplôme

Graphique 11. Pourcentage des familles impliquées dans l'accompagnement des sorties scolaires selon le niveau de diplôme

Ce détachement que nous interprétons plutôt comme une forme de sérénité s'explique par le fait qu'il n'existe pas de hiérarchie forte entre écoles. Cette relative homogénéité de l'offre scolaire associée à la relative mixité sociale des établissements atténuent l'idée même d'un marché scolaire. Pour qu'il y ait des « consommateurs d'école », il faut nécessairement qu'il y ait un marché et des offres à comparer. À Albi, rares sont les parents qui adoptent des attitudes proches de celles de consommateurs qui arbitrent entre différentes offres. Seulement 22,1% des familles se sont renseignées sur l'école du secteur avant d'y inscrire leur enfant et pour ce faire, elles ont principalement sollicité leurs réseaux amicaux (45,5% d'entre elles), loin devant les réseaux familiaux (28%). Même les parents qui disposent pourtant des aptitudes nécessaires pour agir en consommateurs avertis, n'adoptent pas un comportement stratégique et intéressé. Cette situation, spécifique à Albi, pourrait expliquer le déficit d'implication des parents, voire la relative acceptation qu'ils manifestent à l'égard de la carte scolaire.

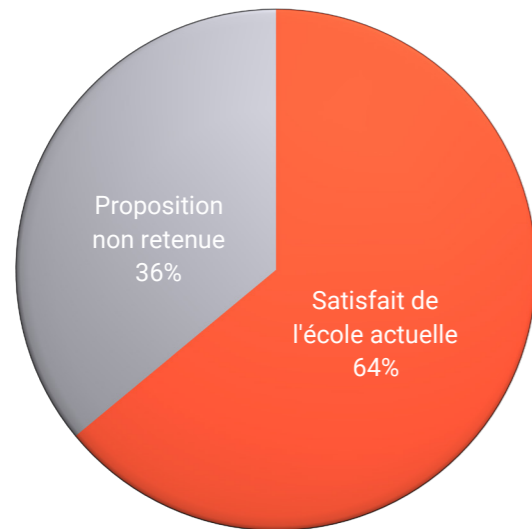
3. Une absence de transfert, une carte scolaire bien acceptée

Peu de familles se montrent tentées par « l'évitement » de l'école de secteur : rares sont les parents qui expriment cette éventualité. L'affectation à un établissement ne semble généralement pas être vécue comme un handicap ou une obligation. La fréquentation de l'école se manifeste plutôt sous la forme d'un consentement qu'on pourrait qualifier de mécanique. A cet égard, les parcours scolaires des différents enfants d'une même famille permettent de repérer une certaine continuité. L'inscription dans un établissement où un frère ou une sœur se trouve déjà scolarisé constitue la norme dominante. Les seules fois où la question du changement d'école est posée, renvoie à un motif de déménagement ou de changement de situation familiale (en cas de séparation notamment).

En cours de cursus, les projets de changement d'école sont relativement peu nombreux : 22,1% des familles déclarent avoir pensé à changer leur enfant d'école au cours de son parcours en école élémentaire et 14% d'entre elles ont effectué les démarches en ce sens. Assez logiquement, une des raisons qui alimentent cette réflexion réside dans un projet de déménagement à plus ou moins court terme (19,2%). Mais ces familles avancent également des motifs plus directement liés à la qualité éducative de l'école du secteur. Les jugements négatifs (42,3% des motifs déclarés par ces familles) portent sur l'équipe enseignante, les pratiques pédagogiques ou encore le profil scolaire des élèves. Dans la mesure où ces réponses ne concernent qu'une infime partie de la population enquêtée, les proportions qui s'y rapportent doivent être considérées avec précaution. Concernant le profil socio-économique de ces familles, il apparaît difficile de le déterminer : le recours aux variables sociologiques classiques ne s'avère pas particulièrement éclairant. De même, aucun projet de changement d'établissement ne semble concerner une école plus qu'une autre, à l'exception notable des écoles de Rayssac et de Camille Claudel. A travers la première (Rayssac) s'exprime vraisemblablement une certaine inquiétude des familles vis-à-vis de la qualité éducative, inquiétude fondée de manière fort peu rationnelle sur la composition sociale davantage populaire de cette école. La seconde (Camille Claudel) traduit plus probablement les incertitudes de certaines familles à propos du projet de fermeture de l'école, qui faisait l'objet de débats au moment de l'enquête.

L'affectation à un établissement ne semble généralement pas être vécue comme un handicap ou une obligation

Cet ancrage dans l'école du secteur constitue, pour la grande majorité des familles, une réalité quotidienne, qui ne peut être réduite à une forme de captivité ou de passivité à l'égard de ce service public. Certes, pour 22,1% des familles, la question ne s'est même pas posée. Mais ce chiffre est à mettre en perspective avec un autre résultat de l'enquête : celui d'une satisfaction clairement exprimée par les parents (64% des répondants).



Graphique 12. Pourcentage des familles qui déclarent ne pas avoir pensé à changer d'école en raison de leur satisfaction de l'école du secteur

Les considérations pratiques, déjà évoquées plus haut, sont mises en avant par les parents pour expliquer cet ancrage. Il apparaît donc que les familles albigeoises n'appréhendent pas la question scolaire à travers la formulation d'un choix. La grande majorité d'entre elles ne décident pas, ce qui ne veut pas dire qu'elles s'avèrent captives et incapables de développer une opinion. En réalité, cet ancrage et cet état de passivité apparent traduisent tout autant une forme de confiance à l'égard de l'école du secteur. Cette confiance n'est pas entamée tant que le cadre scolaire correspond globalement à leurs attentes.

C'est sans doute pour cette raison que l'évitement ou le transfert d'école n'est une préoccupation que pour une minorité de parents (6,1% de l'échantillon). Pour ces derniers, la possibilité d'inscrire leurs enfants ailleurs que dans l'école du quartier peut être envisagée. Cette population se dit attentive à l'offre scolaire, et particulièrement à un meilleur niveau scolaire (28,6% des motifs exprimés en premier par les répondants renvoient à la qualité dépréciée de l'offre scolaire publique), et ne présente que l'école privée comme alternative ou échappatoire à l'école du quartier.

À l'exception de cette minorité, la carte scolaire est bien acceptée par les familles ; cela tient en grande partie à l'absence d'une hiérarchisation claire de l'offre éducative, mais également au fait que le cadre scolaire des écoles publiques albigeoises semble conjuguer assez d'éléments satisfaisants pour mettre en confiance les familles sur la qualité éducative proposée.

Cet ancrage et cet état de passivité apparent traduisent tout autant une forme de confiance à l'égard de l'école du secteur

4. La pédagogie et les locaux au centre des attentions

Interrogés sur les aspects qui les préoccupent en matière scolaire, les parents évoquent prioritairement la pédagogie des enseignants. Au cœur des attentes, le rôle du professeur des écoles constitue la principale composante de ce rapport serein des familles à l'égard de l'école publique (56,6% le classent comme critère le plus important pour la scolarité de leur enfant, loin devant tous les autres). Les parents qui attendent d'un professeur qu'il possède certaines qualités – l'écoute des enfants et de leurs parents, la capacité à faire preuve de pédagogie, la passion de transmettre et l'investissement dans l'enseignement – estiment les retrouver chez l'enseignant en charge de l'éducation de leur enfant.

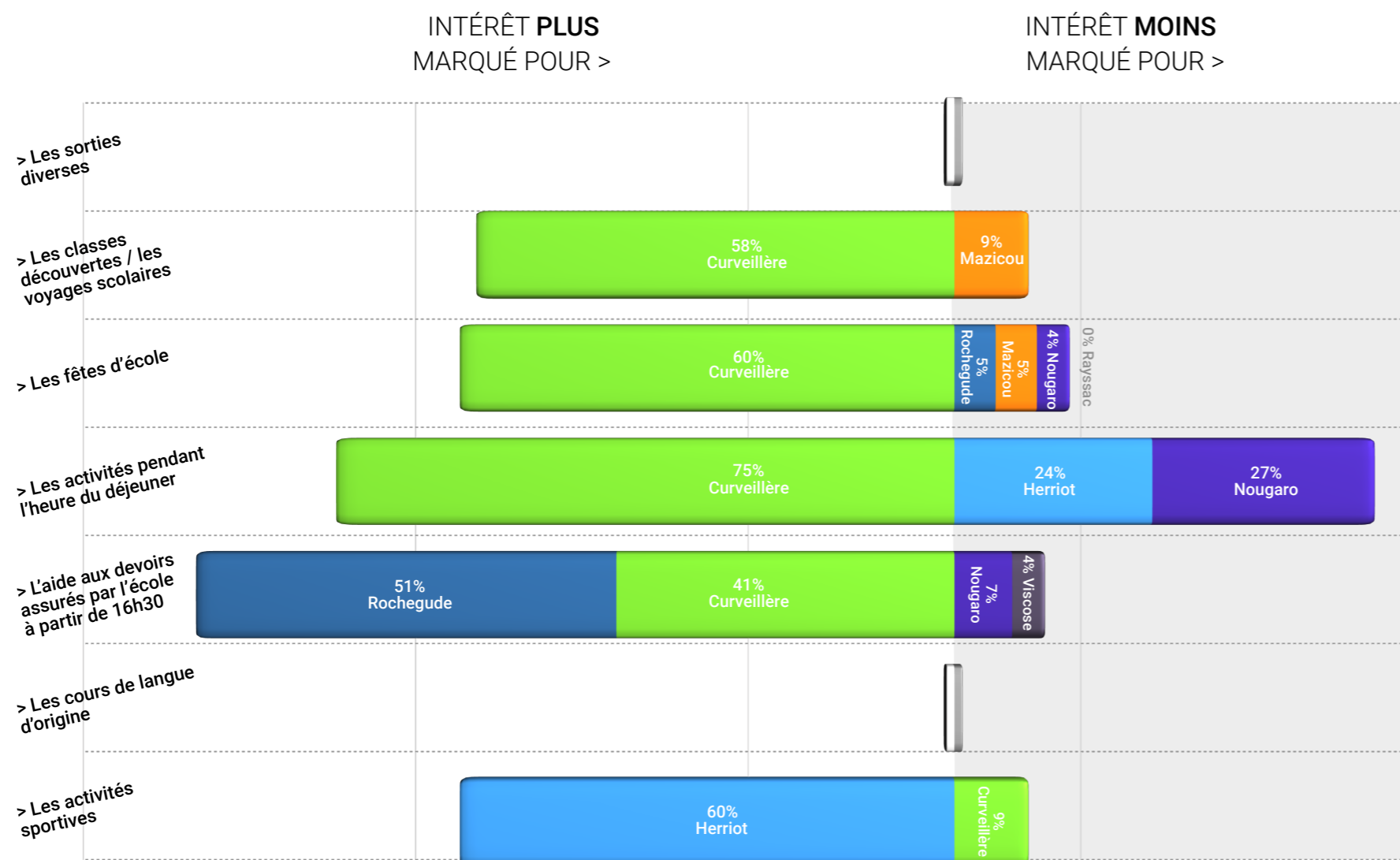
A y regarder plus en détail, de légères variations selon le profil socio-économique des familles se donnent à observer : par exemple une exigence plus marquée en termes d'autorité de la part des parents non titulaires d'un diplôme du supérieur ; et à l'opposé, une attente plus forte en matière de pédagogie pour les parents titulaires d'un diplôme équivalent ou supérieur à trois années après le baccalauréat.

Loin de constituer des spécificités albigeoises, ces variations trouvent des éléments d'explication dans les rapports plus ou moins proches ou distanciés à la culture scolaire, phénomènes clairement mis en évidence par les sociologues de l'éducation.

Autre variation, relative à l'ancrage territorial et aux réseaux sociaux qu'il engendre : l'ancienneté du professeur. Si ce critère n'apparaît pas essentiel (seulement 7,1% des répondants l'ont retenu), les familles vivant à Albi depuis 6 ans ou plus l'ont davantage plébiscité. Ce résultat conforte la double hypothèse que la continuité dans les parcours scolaires familiaux

et les réseaux de sociabilité, en tant que principaux dispositifs de jugement pour évaluer la « valeur » de l'offre scolaire, jouent un rôle non négligeable.

Si les enjeux en matière de scolarisation portent essentiellement sur les qualités attribuées aux enseignants, l'offre pédagogique proposée ainsi que les activités et les sorties sont également plutôt bien positionnées. Le regard des familles se focalise avant tout sur les sorties (théâtre, cinéma, etc.) et sur les activités qui se déroulent pendant l'heure du déjeuner. Le sport, les voyages scolaires mais aussi l'aide aux devoirs sont aussi mentionnés, mais semblent faire l'objet d'un intérêt moindre... ou semblent moins attirer l'attention. Cette nuance est loin d'être superflue. Mais pour mieux saisir le sens de ces résultats – et éviter tout risque de surinterprétation –, il faudrait disposer d'informations complémentaires à même de déterminer si le faible enjeu dont ces activités sont l'objet, tient au fait que celles-ci sont jugées satisfaisantes en l'état, ou si cela est dû au faible intérêt qu'elles suscitent auprès des familles, de manière générale.



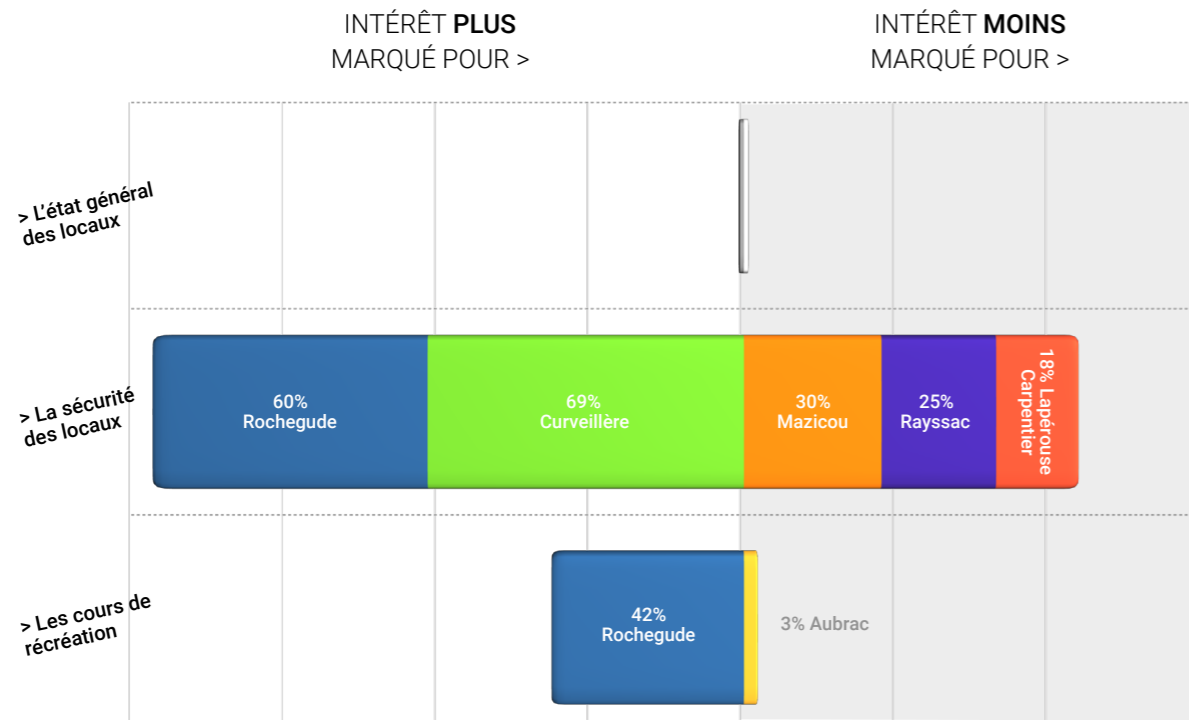
Graphique 13. Écoles où les intérêts des familles pour les différentes d'activités proposées sont les plus ou les moins marqués

Aide à la lecture : Parmi l'ensemble des parents ayant retenu les activités périscolaires comme élément important de la scolarité de l'enfant, ceux qui déclarent prêter attention aux classes découvertes/voyages scolaires sont majoritairement de l'école Curveillère (58%). En revanche, les parents dont l'enfant fréquente l'école Mazicou sont seulement 9% à retenir cette proposition.

Notons que si les sorties diverses (cinéma, théâtre, etc.) sont largement plébiscitées par les familles (60,7%), cet intérêt n'est pas plus marqué dans une école que dans une autre. Les cours de langue d'origine suscitent quant à eux peu d'intérêt (5,1% des familles) et peu d'écart entre les établissements étudiés.

Parmi les autres aspects qui préoccupent les parents figure également la question des locaux de l'école fréquentée par leur enfant (44,3% des parents). Le premier élément retenu pour préciser cet intérêt est celui de l'état général (70,3% des enquêtés), qui est jugé satisfaisant par la quasi-totalité de ces familles. Autre critère auquel elles se montrent très attentives : la sécurité des locaux (46,1%) et là encore, la quasi-totalité des enquêtés ayant retenu ce critère se déclarent satisfaits des conditions de sécurité mises en place dans l'école de leur enfant. L'aménagement de la cour de récréation retient quant à elle moins d'intérêt (25,2% des familles), mais il apparaît lui aussi convenir aux attentes de celles qui y prêtent plus d'attention.

Quelques variations selon les établissements publics sont néanmoins perceptibles. Les familles dont l'enfant est scolarisé à Curveillère et Rochegude se sont montrées plus intéressées par l'enjeu de la sécurité des locaux, tandis que celles dont l'enfant fréquente les écoles Mazicou et Lapérouse Carpentier sont celles qui y ont le moins accordé d'intérêt. L'école Rochegude se démarque également sur la question de l'aménagement de la cour de récréation qui a été retenue comme un élément essentiel pour les familles.



Graphique 14. Écoles où les intérêts des familles pour les locaux sont les plus ou les moins marqués

Parmi les critères importants pour la scolarité de leur enfant, les parents interrogés évoquent également la présence de classes spécifiques mais placent cet élément à un niveau inférieur (seulement 20,2% des familles interrogées l'ont retenu). La présence de classes à plusieurs niveaux est appréciée (26,2% des familles), notamment par celles dont l'enfant fréquente l'école Curveillère (et à l'inverse ont été peu considérées dans le cas des écoles Mazicou et Roche gude). Les classes bilingues ont également retenu l'attention des familles (26,2%), notamment celles dont l'enfant est scolarisé à Roche gude. Elles ont à l'opposé peu suscité d'intérêt à Curveillère, à Claude Nougaro et à Rayssac. Ce résultat exprime certainement un rapport différencié à la pratique d'une langue étrangère en fonction des catégories sociales. Les familles diplômées d'un titre universitaire ont en effet davantage plébiscité les classes bilingues.

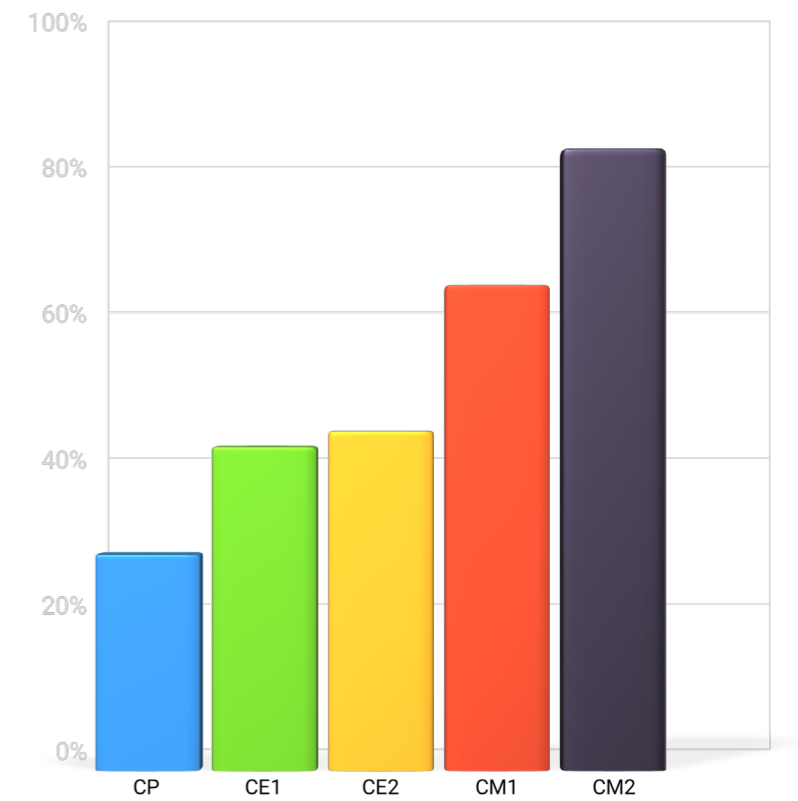
En revanche, l'utilisation du numérique (usage d'Internet, tablette numérique, ordinateur, etc.) semble les laisser plus circonspects : seuls 12% des familles se sont montrées intéressées par les équipements numériques, ce qui laisse penser que cette question ne représente pas un enjeu pour les parents. L'école qui se démarque est Curveillère où 54,1% des familles se sont déclarées intéressées par l'équipement numérique des classes.

La qualité de l'offre scolaire publique albigeoise peut aussi se lire au travers d'un autre indicateur : celui de la restauration scolaire. L'école primaire constitue en effet pour de nombreux enfants un des lieux du déjeuner et en cela, la qualité de l'offre de restauration proposée peut représenter un enjeu pour les familles, notamment celles particulièrement attentives à l'apprentissage du respect de l'équilibre alimentaire. Si aucune question ne portait directement sur ce que pensent les familles du service de restauration, de sa qualité et de son accessibilité (en termes de prix du repas), les parents ont cependant été invités à se positionner sur la qualité supposée de l'école comme lieu pour le déjeuner. Pour 76,7% d'entre eux, l'école fréquentée par leur enfant est un lieu satisfaisant pour déjeuner (8,3% seulement des parents ont déclaré le contraire). A nouveau, aucune école ne se distingue particulièrement dans l'appréciation qu'en ont les parents.

Au final, l'absence globale d'écarts significatifs entre les écoles vient nourrir cette lecture peu hiérarchisée de l'offre scolaire primaire publique des familles albigeoises. Néanmoins, les variations observées selon les écoles et les profils sociaux des familles viennent appuyer l'idée d'une vigilance plus prononcée dans les écoles où sont scolarisés les enfants de milieux sociaux plus privilégiés, en premier lieu à l'école Curveillère.

5. L'entrée au collège : quand le projet scolaire s'affirme

L'absence de contraste important entre écoles primaires publiques et la sérénité affichée par les parents, conduisent à penser que l'enjeu scolaire pour les familles albigeoises ne se présente pas au niveau du primaire. Malgré tout, attention et vigilance familiales n'en sont pas moins présentes, si même elles ne s'activent qu'à des moments clés du cursus scolaire. Plus le parcours scolaire avance et plus le projet scolaire semble s'affirmer, notamment lorsque se pose la question de l'entrée au collège. La moitié des parents interrogés (50,2%) ont déjà pensé à cette étape et sans surprise, cette préoccupation croît à mesure que l'enfant avance en école élémentaire, jusqu'à atteindre 80,7% des parents dont l'enfant est scolarisé en classe de CM2.



Graphique 14 Part des familles ayant pensé à l'entrée au collège selon la classe fréquentée

Cette projection sur l'étape ultérieure de l'entrée au collège s'avère utile pour identifier les principaux critères à l'œuvre en matière de choix scolaires. C'est le collège du secteur (50,3% des réponses fournies) qui est prioritairement retenu, ce qui dénote l'existence d'un lien relativement étroit des familles à la notion de sectorisation. Ce lien peut tout aussi bien exprimer une forme d'apathie vis-à-vis de l'offre scolaire proposée, qu'un rapport de confiance à l'égard de cette offre. Les variables classiques telles que le niveau de diplôme et la catégorie socioprofessionnelle ne permettent pas de dresser un profil sociologique de ces familles. Toutefois, de légères variations selon l'école élémentaire sont à noter. Elles dévoilent un attrait pour le collège du secteur plus marqué pour les familles dont l'enfant est scolarisé à l'école Curveillère et dans une moindre mesure, à l'école Claude Nougaro.

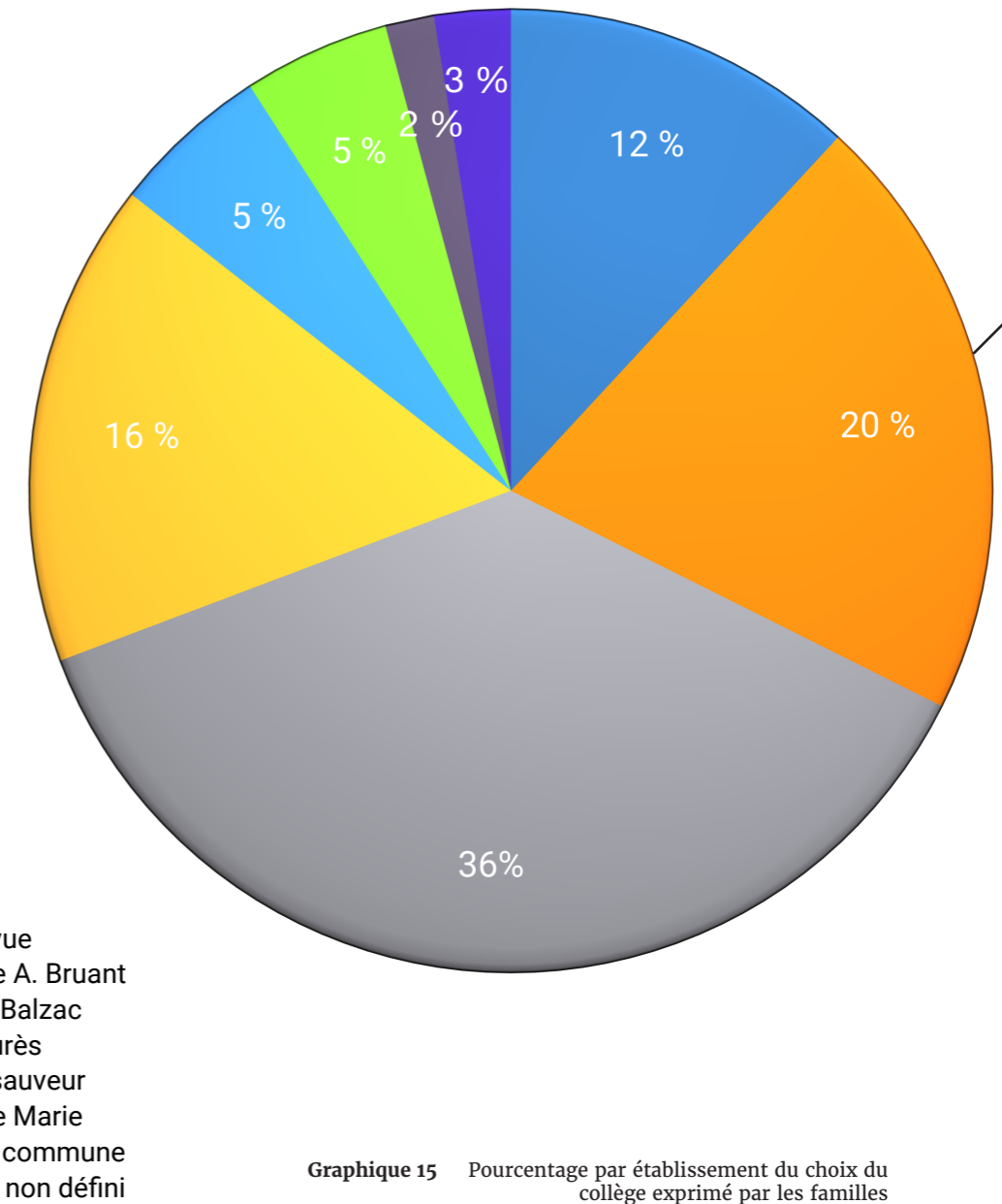
Le deuxième critère cité par ces familles réside dans la présence d'autres enfants de la fratrie ou de la famille au sein du collège (27,5% des réponses). Cette volonté de réunir les enfants d'une même famille confirme une nouvelle fois l'importance pour les parents de respecter une certaine continuité dans les trajectoires scolaires familiales. Elle montre surtout le poids de l'expérience des aînés dans ce choix, qui permet à la fois de rassurer les parents sur la qualité éducative du collège et sur la possibilité des enfants d'une même fratrie de se retrouver ensemble – ce qui facilite, au quotidien, l'organisation familiale.

D'autres critères, associés plus directement à des attendus en matière de projet éducatif, semblent également orienter les réflexions des familles autour du choix du collège : 18,1% d'entre elles se sont déclarées attentives à la connaissance des enseignants et personnels pédagogiques, aux perspectives de réussite scolaire, aux options pédagogiques proposées et dans une moindre mesure, au profil du public fréquentant l'établissement.

Le critère de la proximité géographique avec le domicile, semble moins prioritaire ; ce qui laisse penser qu'à l'heure des arbitrages en matière de scolarisation dans le secondaire, la distance géographique à l'établissement devient un critère moins important. La configuration urbaine d'Albi y est probablement pour quelque chose : son territoire relativement restreint n'impose pas d'effectuer de longs trajets, comme cela est le cas dans les métropoles. Autre explication, qui n'exclut en rien la précédente : les familles envisageraient prioritairement cet aspect pratique consistant à regrouper les enfants de la fratrie dans un même collège.

Enfin, si le choix de ces familles semble davantage s'orienter vers les collèges du secteur public, certaines affichent un intérêt pour les collèges du secteur privé, montrant ainsi que toutes ne sont pas captives du secteur public et que la vigilance et l'attention que certaines portent au projet scolaire de l'enfant pourraient les conduire à effectuer une sortie (temporaire ou définitive) de l'école publique.

D'autres critères, associés plus directement à des attendus en matière de projet éducatif, semblent également orienter les réflexions des familles autour du choix du collège



Graphique 15 Pourcentage par établissement du choix du collège exprimé par les familles

6. Conclusion

Cette enquête met en lumière une acceptation relativement consensuelle de la carte scolaire du 1^{er} degré par les familles albigeoises, qui tient en partie à l'absence d'une hiérarchie marquée entre les écoles. Une polarisation de l'offre scolaire existe mais elle reste assez modérée pour limiter les pratiques d'évitement. Les familles expriment un bon niveau de satisfaction à l'égard de l'offre proposée et, partant, affichent globalement une certaine sérénité. Cette relative homogénéité de l'offre scolaire, associée à la mixité sociale des publics accueillis, atténue l'idée même d'un « marché scolaire » observé dans d'autres villes. Les familles enquêtées échappent à la figure commune du « consommateur d'école », qui adopterait des attitudes stratégiques et intéressées dès le primaire.

Toutefois, il serait erroné d'interpréter ce bon niveau de satisfaction et l'absence de transfert comme une forme de passivité des familles à l'égard de l'offre scolaire publique. Elles manifestent, pour au moins une partie d'entre elles, une attitude attentive voire vigilante à l'égard de la sectorisation : sur ce point, c'est la réputation de l'établissement scolaire et l'environnement social (profil des élèves) qui semblent le plus peser. Ainsi, l'école constitue dès le niveau de l'enseignement primaire un enjeu urbain important pour les familles mais qui apparaît de moindre importance en ville moyenne qu'en métropole.

Pour comprendre ces résultats, il faut sans doute se référer aux caractéristiques résidentielles d'Albi, qui comportent des différences avec celles des métropoles : ségrégation urbaine moins marquée ; offre scolaire moins diversifiée. À l'exception de quelques secteurs périphériques bénéficiant des dispositifs de la Politique de la ville, Albi ne présente pas de quartiers

urbains fortement ségrégués, qui se distingueraient des autres par des marquages sociaux forts. Autrement dit, la localisation résidentielle des catégories sociales ne permet pas de qualifier un quartier bourgeois par opposition à un quartier qui accueillerait davantage de classes moyennes. C'est, nous semble-t-il, un des éléments importants qui permet de comprendre l'absence de hiérarchisation spatiale des offres scolaires.

Par ailleurs, un autre élément, déjà mentionné dans le courant de cet exposé et qu'il convient de garder à l'esprit lors de l'analyse et de l'interprétation de ces résultats, réside dans le fait que la présente enquête ne porte que sur les familles ayant fait le choix de rester dans l'enseignement public, et non sur celles qui l'ont d'ores et déjà quitté au profit du secteur privé.

L'école constitue dès le niveau de l'enseignement primaire un enjeu urbain important pour les familles mais qui apparaît de moindre importance en ville moyenne qu'en métropole



Les Albigeois & la sectorisation scolaire à l'école primaire

*Equipe de recherche
politiques publiques,
environnement & société*

YGAL FIJALKOW
MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SOCIOLOGIE,
CERTOP UMR CNRS 5044

CHRISTOPHE JALAUDIN
MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SOCIOLOGIE,
LISST-CERS UMR CNRS 5193

LYDIE LAUNAY
MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SOCIOLOGIE,
LISST-CERS UMR CNRS 5193

*Enquêteurs et enquêtrices
Licence 3 de sociologie
(2016-2017)*

BALDO VICTORIA
BIBAL INES
CHESNAIS CLEMENT
COULAUD CELINE
DENIS JULIE
DHAISNE AMELIE
ESTIVALS MAXIME
KARDAVA NANO
LEARDI AGATHE
MICHEL DE ROISSY MAGALIE
PASTORET MORGANE
RIGAL MELANIE
ROQUES FANNY
SAINT SERNIN LAURE
SALABERT ESTELLE
SALVIGNOL CELINE
VERGAT PERRINE
VIGROUX JESSICA

PUBLICATION RÉALISÉE PAR LE DÉPARTEMENT
SOCIOLOGIE DE L'INU CHAMPOLLION, MAI 2018
PRESSES DE L'INU CHAMPOLLION



RECHERCHE MENÉE
AVEC LE SOUTIEN
DE LA VILLE D'ALBI



5€



INU CHAMPOLLION
DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE
PLACE DE VERDUN 81012 ALBI

Institut National
Universitaire
Champollion